MEDIAPART

CHINE: DÉCONSTRUIRE LA MYTHOLOGIE NATIONALISTE (2/3) — ANALYSE

L'impensé colonial du nouvel empire chinois

19 AOÛT 2020 | PAR FRANÇOIS BOUGON

Depuis sa décision d'intégrer, à la fin des années 1970, le système capitaliste global, le Parti communiste chinois n'a plus de communiste que le nom. Il bâtit désormais sa légitimité sur un récit nationaliste construit à la fin du XIXe siècle sous influence occidentale.

C'est un rituel qui revient à chaque grande réunion politique en Chine. En mars, lors de la session parlementaire annuelle – cette année, ce fut deux mois plus tard en raison de la pandémie de Covid-19 – ou tous les cinq ans à l'occasion des congrès du Parti communiste chinois (PCC).

Sur une place Tiananmen totalement bouclée et vidée de ses visiteurs par les forces de l'ordre, en plein cœur de Pékin, les délégués venus de tout le pays se dirigent vers le Palais du peuple, généralement sur fond de ciel bleu – les usines ont été fermées pour chasser la pollution. Dans ce cadre « idyllique », les représentants des minorités ethniques – Tibétains, Ouïghours, Mongols, etc. – sont particulièrement prisés des photographes de presse, car ils revêtent pour l'occasion leurs plus beaux costumes, parures et chapeaux.

Des délégués des minorités ethniques lors du congrès du Parti communiste à Pékin, en octobre 2007. © Peter Parks/AFP

Ce que cherche à transmettre ce « théâtre politique », c'est à la fois la formidable diversité ethnique de la nation chinoise – les 55 ethnies qui cohabitent avec l'ethnie majoritaire des Han (plus de 90 % des 1,4 milliard d'habitants) – et sa remarquable unité. Les délégués, toujours tout sourire, louent la politique bienfaisante de l'État-Parti envers eux.

Officiellement, la Chine est une nation multiculturelle où cohabitent toutes ses composantes en parfaite harmonie et cette profusion de costumes est là pour le prouver.

Mais si on va au-delà de la propagande, ce que montre aussi cette mise en scène, c'est la manière dont Pékin folklorise les minorités. Elles sont assignées à identité, une identité qui est déterminée par le régime communiste depuis 1949. Et cette folklorisation est basée sur un inconscient colonial : dans les faits, les Han dominent ces territoires. Des colons han y sont envoyés pour servir les projets de développement économique décidés par Pékin, les fameuses nouvelles routes de la soie lancées par le numéro un chinois Xi Jinping peu après son arrivée au pouvoir fin 2012, et les autres ethnies sont tenues de se couler dans le récit qui a été façonné par le centre.

Cela transparaît dans la couverture des activités de ces délégués par la presse officielle. Prenons comme exemple les articles consacrés en 2017 à Rehangul Yimir (ici (https://news.cgtn.com/news/3d49544f79417a4d/share_p.html?t=1489643058359) en anglais), la plus jeune députée, venue de la province du Xinjiang (nord-ouest), où les Ouïghours, minorité musulmane et turcophone, sont victimes d'une politique de répression implacable, au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, dénoncée par certains comme un génocide (https://theconversation.com/the-ominous-metaphors-of-chinas-uighur-concentration-camps-129665?utm_source=facebook&utm_medium=bylinefacebookbutton&fbclid=IwAR0geEN7rP66JiH-kl1eWQIqzep2ijGMKXzWtAqlueEc9TBO-AGfl5bpBXE).

Un million de Ouïghours ont été placés dans des camps de rééducation, mais peut-être faudrait-il parler de véritables camps de concentration (https://www.aspi.org.au/report/mapping-xinjiangs-re-education-camps). Lorsqu'ils sont relâchés, certains sont envoyés dans une trentaine d'usines en Chine contre leur gré ; cela concerne quelque 80 000 personnes au total, selon un rapport publié en mars par le *think tank* Australian Strategic Policy Institute (https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale), qui affirme que ces sites travaillent au bénéfice de marques internationales, comme Nike, Bombardier, Apple, Huawei ou Lacoste.

Tout comme la minorité à laquelle elle appartient, la députée Rehangul Yimir est placée dans une position d'enfant dans les écrits des journalistes chinois. Elle ne maîtrise pas le mandarin mais y met du sien et, après cinq ans de mandat, elle explique que venir à Pékin est *« comme venir à la maison des parents »*.

L'État chinois moderne a tendance à dépeindre les minorités comme *« exotiques, pratiquant des traditions "rétrogrades" et enclins à la pauvreté et à l'analphabétisme »*, relève Reza Hasmath, politiste à l'Université d'Alberta (https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2319032). *« En comparaison, les Han sont vus comme unis, modernes et "supérieurs" »*, souligne-t-il.

Wang Lixiong, marié à la poétesse tibétaine Woeser, est l'un des rares intellectuels han à s'être interrogé sur la manière dont les minorités ethniques sont traitées dans son pays. Dans un texte publié en 2004 (traduit par *Courrier international* en 2005, à lire ici (https://www.courrierinternational.com/article/2005/02/10/resister-a-l-imperialisme-culturel-chinois)) à la suite de la censure d'un livre de Woeser en raison de vues considérées comme trop favorables au dalaï-lama – cette figure religieuse, exilée en Inde depuis 1959, qui prône une autonomie au sein de la Chine –, Wang juge qu'*« il est évident que les autorités chinoises cherchent à détruire et à étouffer la culture tibétaine »*.

A Lhassa en 2018. Au loin, des slogans louant l'unité autour de Xi Jinping. © Jack L/Flickr

« De nos jours, l'impérialisme n'est plus seulement militaire et politique. Il a donc pris une nouvelle dimension, celle d'un impérialisme culturel. Comme celui-ci a pénétré les esprits de chaque membre de la nationalité dominante, il s'est fondu dans le subconscient collectif et semble condamné à y rester. Cet impérialisme culturel se manifeste d'abord par de l'arrogance et une suffisance extrême. Cette arrogance infiltre tous les domaines, au niveau du groupe ou de l'individu, de façon consciente ou inconsciente », écrivait-il.

Il a également consacré des livres au Xinjiang, dans lesquels il relève que le nom de cette province signifie « nouveau territoire » en mandarin. *« Mais pour les Ouïghours, comment cette terre peut-elle être un "nouveau territoire" quand elle a été leur demeure et celle de leurs ancêtres depuis des générations ? Ce n'est qu'un nouveau territoire pour les occupants »*, y écrit-il (on peut lire un extrait en anglais ici (https://chinachange.org/2014/03/03/excerpts-from-my-west-china-your-east-turkestan-my-view-on-the-kunming-incident/)), ajoutant : *« Les Ouïghours n'aiment pas le nom "Xinjiang", car il s'agit en soi de la proclamation de l'expansion d'un empire, de la vantardise des colons et d'un témoignage de l'humiliation et du malheur des peuples autochtones. »*

Au Tibet comme au Xinjiang, on retrouve la même politique d'assimilation forcée : il faut se conformer au grand rêve han de Xi Jinping de ses nouvelles routes de la soie. Et si la répression est plus cruelle au Xinjiang, c'est que les Tibétains ne sont pas vus, selon l'historien spécialiste du Tibet Tsering Shakya (https://www.himalmag.com/beyond-development-and-diversity-historian-tsering-shakya-interview/), *« comme posant le même type de menace pour la sécurité que les Ouïghours et en raison de la popularité croissante du bouddhisme tibétain »*.

« L'État chinois a réussi à projeter l'image de Tibétains et de Ouïghours comme des populations arriérées résistant au développement, juge Tsering Shakya. *Il y a donc une réaction croissante en Chine contre ce que l'on pourrait désigner sous le terme de politiques identitaires basées sur la religion. La Chine l'a utilisé à son avantage et avec succès, dépeignant la situation au Tibet et au Xinjiang comme faisant partie de la lutte contre la montée du fondamentalisme religieux dans le monde. »*

L'État-Parti défenseur d'une Chine éternelle

Toutefois, pour Wang Lixiong, les réponses sécuritaires de Pékin ne font qu'accroître la violence. La solution, avance-t-il dans une interview au *New York Review of Books* (https://www.nybooks.com/daily/2014/08/08/wang-lixiong-woeser-chinas-ethnic-unrest/), ne peut venir que d'une autonomie réelle – et non de façade.

Ces prises de position qui dénoncent un impérialisme latent heurtent bien évidemment le discours dominant. Car l'État-Parti se pose non seulement en héritier de ceux qui ont lutté contre les puissances coloniales européennes au XIXe siècle et comme celui qui répare les cent ans d'humiliation lorsque les Européens imposaient leur présence sur le sol chinois à travers des colonies, comme Hong Kong, ou des concessions établies dans des ports comme Shanghai.

Mais il utilise également à son profit afin d'affaiblir ses rivaux occidentaux toutes les théories « post » (postmodernes, postcoloniales…) nées en Occident. Comme l'explique le chercheur David Bartel dans la préface de *La Chine au XXe siècle. Histoire, idéologie, révolution*, un livre du sinologue américain Arif Dirlik indispensable (https://www.puv-editions.fr/nouveautes/la-chine-au-xxe-siecle-histoire-ideologie-revolution-9782379240812-0-700.html) pour tous ceux qui cherchent à comprendre ce qui se passe en Chine aujourd'hui et récemment publié aux Presses universitaires de Vincennes, on a assisté dans les années 1980 à *« la rencontre inopinée entre les théories postcoloniales et un discours nationaliste officiel, dernier instrument fédérateur du pouvoir »*.

Cette position confortable permet aux Chinois de répliquer aux critiques des Occidentaux en les renvoyant à leurs propres turpitudes coloniales ou impériales. Comment la République populaire de Chine, victime de l'impérialisme et du colonialisme, pourrait-elle en être une nouvelle incarnation ? Se poser en victime est une manière particulièrement habile d'éviter d'assumer ses responsabilités.

Des Han armés de barres de fer lors des violences de juillet 2009 à Urumqi, la capitale du Xinjiang. © David Vilder/Flickr

Pour justifier son traitement des minorités ethniques, l'État-Parti se présente aussi comme le défenseur d'une Chine éternelle, dont les revendications territoriales remontent à des temps immémoriaux, face aux *« séparatistes »* et aux

« indépendantistes ». En novembre 2017, Xi Jinping ne se targuait-il pas devant Donald Trump, en pleine Cité interdite, à Pékin, d'être un *« descendant du dragon »* ? *« Les gens comme nous remontent à 5 000 ans »*, disait-il.

Pour gouverner, les mythes sont bien utiles et Xi Jinping n'est ni le dernier ni le premier homme de pouvoir à les utiliser. En France, entre le Louvre, Versailles et le front de l'est de la Première Guerre mondiale, Emmanuel Macron chemine, lui, dans une *« itinérance mémorielle »* destinée à exalter la France et ses *« héros »* (lire l'article de Joseph Confavreux et Ellen Salvi ici (https://www.mediapart.fr/journal/france/240620/de-ricoeur-taguieff-la-memoire-l-histoire-et-les-oublis-de-macron) et celui d'Antoine Perraud là (https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/180620/macron-au-mont-valerien-le-mythe-cede-la-mystification)) et qui l'amène de plus en plus sur des positions identitaires.

La vision historique chinoise, simpliste à l'extrême, vise à justifier la mainmise des Han sur les autres minorités en niant, au nom d'une Chine éternelle, l'histoire de ces dernières. Les intellectuels qui écrivent l'histoire de leur peuple le paient cher.

Ainsi, en 2004, Dolma Kyab, un jeune professeur de Lhassa, la capitale de la région autonome du Tibet, avait écrit *Restless Himalayas*, une histoire du colonialisme chinois au Tibet (lire ici (https://highpeakspureearth.com/preface-and-first-chapter-of-the-restless-himalayas-by-dolma-kyab/) des extraits en anglais). Dans sa préface, il soulignait l'importance, pour tous les Tibétains désireux de *« se connaître »*, de *« comprendre le royaume du Tibet et son extension, tout comme le fait que le Tibet avait été une nation indépendante viable avant d'être colonisée par la Chine »*. Cela lui a valu dix ans de prison.

Dans son dernier livre (passionnant), *Le Léopard de Kubilai Khan. Une histoire mondiale de la Chine (https://www.payot-rivages.fr/payot/livre/le-léopard-de-kubilai-khan-9782228924221)* (Payot), le sinologue canadien Timothy Brook raconte, lui aussi mais sans craindre d'être envoyé derrière les barreaux, une tout autre histoire que celle imposée par Pékin. Celle façonnée non par les Han mais par les Mongols (1279 à 1368), les descendants de Gengis Khan. Ils ont mené, explique-t-il, une *« deuxième grande unification »* après celle du « premier empereur » Qin, au IIIe siècle avant notre ère.

Avant leur avènement, dit-il, *« la Chine était un État dynastique où une famille monopolisait le pouvoir central parce que, selon la théorie en vigueur, le Ciel lui avait confié un mandat de gouvernement exclusif. L'arrivée des Mongols marqua un changement, imposant la conviction plus profonde que ce mandat incluait le droit d'étendre l'autorité de cette unique famille au monde entier et d'intégrer toutes les entités politiques et tous les dirigeants en place dans un système où la puissance militaire était primordiale. Tel était le Grand État* [un concept des Mandchous – ndlr]*, et c'est ce que la Chine est devenue »*.

D'ailleurs, jusque très récemment, les Chinois ne se considéraient pas comme « chinois ». Ce sont les Occidentaux qui les appelaient ainsi, rappelait le sinologue américain Arif Dirlik dans un article publié en 2015 et présenté dans le livre cité plus haut. Au début du XVIe siècle, raconte Dirlik, un marchand-soldat portugais, Galeote Pereira, passe quelque temps dans une prison de la Chine du Sud.

LIRE AUSSI

- Ces histoires que la Chine de Xi Jinping aime se raconter (https://www.mediapart.fr/journal/international/170820/ces-histoires-que-la-chine-de-xi-jinping-aime-se-raconter)

  PAR FRANÇOIS BOUGON (https://www.mediapart.fr/biographie/francois-bougon)

Quelle n'est pas sa surprise lorsque les Chinois qu'il interroge expliquent ne pas porter ce nom (de Chinois). *« Fort intrigué, Pereira insiste : "Comment s'appelle votre pays dans son entièreté ? Quand quelqu'un venu d'ailleurs vous demande votre pays d'origine, quelle est votre réponse ?" Pour les Chinois, cette question est très étrange, mais ils finissent par répondre : "Dans les temps anciens, il y avait de nombreux royaumes. Désormais, un seul* [homme] *les dirige. Mais chaque État utilise encore son ancien nom. Ces États sont les provinces d'aujourd'hui. L'État dans son ensemble s'appelle le Grand Ming (*daming*) et ses habitants sont le peuple du Grand Ming (*damingren*). »*

Et il faudra attendre la dynastie mandchoue des Qing pour que « han » en vienne à désigner un groupement ethnique, car les Mandchous avaient désigné ces Chinois comme leurs principaux ennemis, souligne Wang Ke, professeur à

l'Université de Kobe (Japon) dans *La Disparition du « citoyen ». Le discours sur la « nation » et l'identification nationale des minorités de l'époque moderne en Chine* (en chinois, Presse de l'Université chinoise, Hong Kong, 2016).

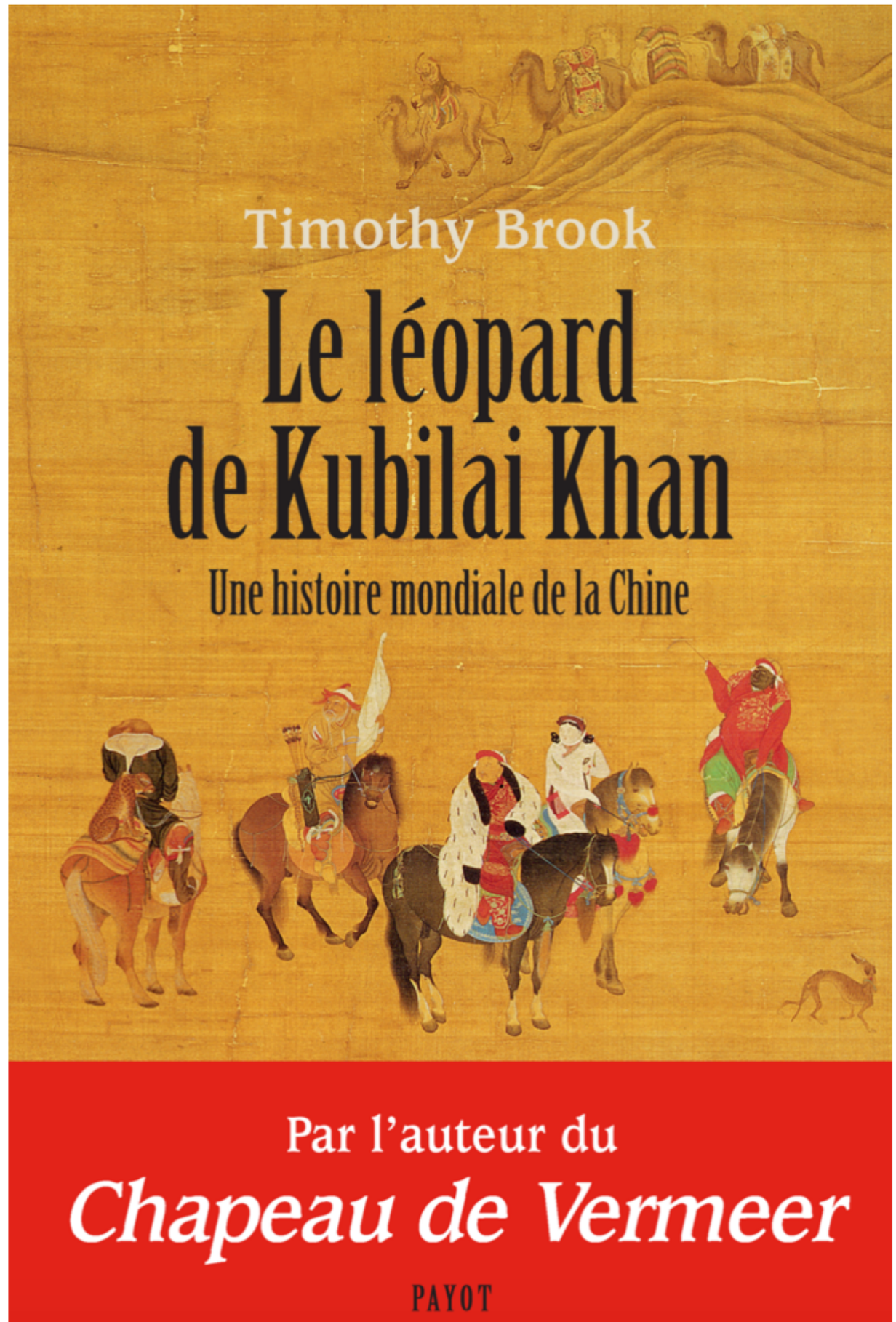
Et, à la fin des Qing, le mouvement nationaliste construit son discours sur l'exaltation de la place des Han dans la construction de la nation chinoise. Des penseurs réformateurs comme Liang Qichao participent de l'élaboration de ce récit au motif que *« la nouvelle nation* [chinoise] *a besoin d'une histoire nouvelle pour lui donner une substance »*. Il s'agit alors de développer une conscience nationale et elle se fait en promouvant un État-nation Han, suivant, en cela, la modernité occidentale.

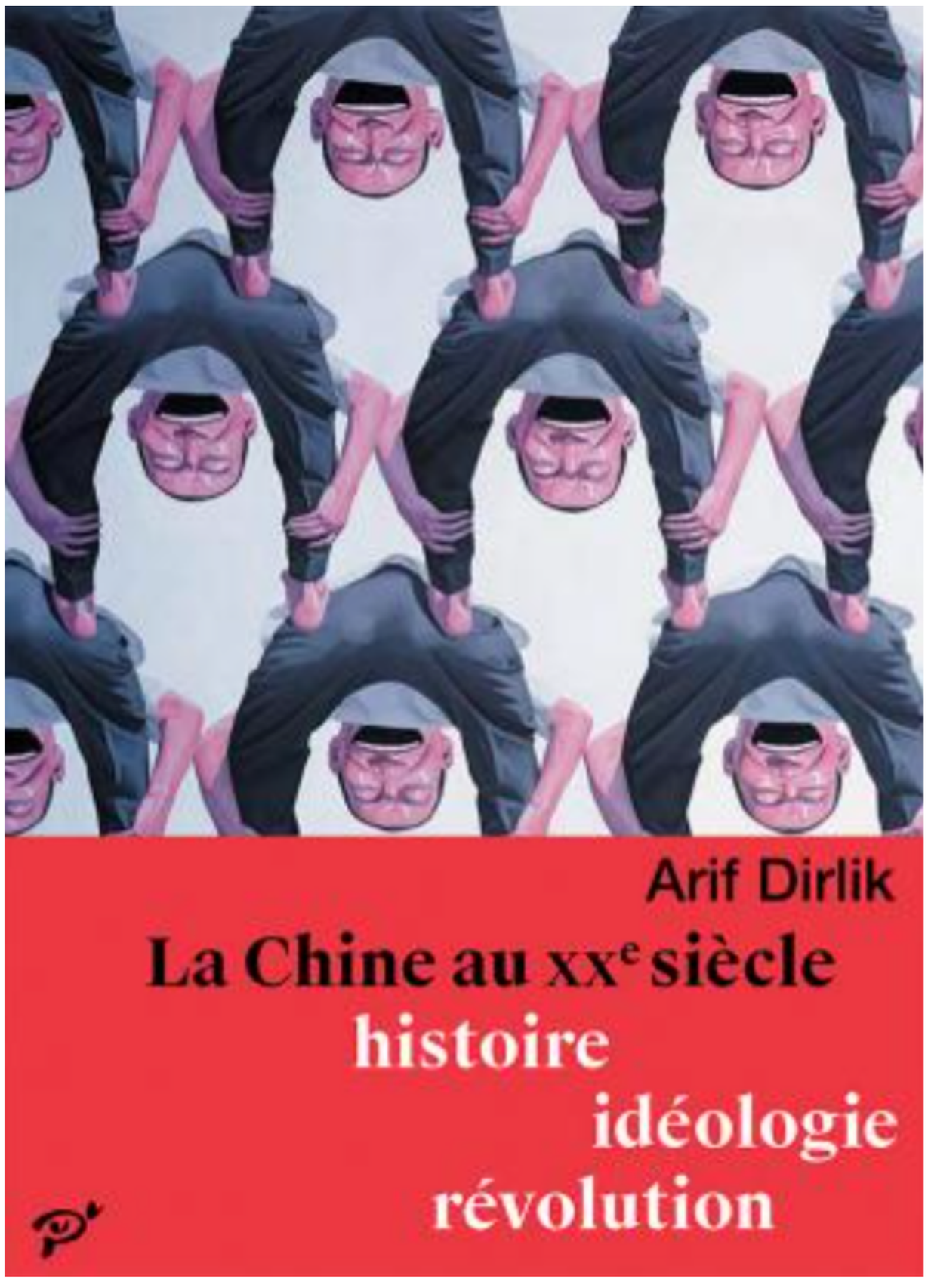
Les écoliers français avaient « Nos ancêtres les Gaulois », leurs homologues chinois ont l'Empereur jaune (http://www.theses.fr/2001IEPP0034).

Dans ce contexte, l'historiographie nationaliste intègre des régions colonisées comme le Tibet ou le Xinjiang dans un récit faussement multiculturel : le gouvernement nationaliste parle dans les années 1930 de *« cinq races unies »* (Han, Mongols, Mandchous, Tibétains et musulmans), les communistes, eux, prônent *« les origines plurielles d'un même corps »*.

C'est donc de là que vient le roman national de Xi Jinping. Ceux qui le refusent, Tibétains ou Ouïghours, voire Han – comme à Hong Kong –, sont destinés à être « harmonisés » au nom du rêve chinois. Réduits au silence dans des prisons ou rééduqués dans des camps où on leur apprend à être de « bons Chinois » (https://www.bbc.com/news/world-asia-china-53650246).

Prochain volet : Taïwan, dernière étape.





MOTS-CLÉS

CHINE ▪ MINORITÉS ETHNIQUES ▪ TIBET ▪ XINJIANG